

Communication sur le progrès

Dans la continuité des valeurs défendues par VINCI et en conformité avec sa politique en faveur du développement durable, VINCI a adhéré en avril 2003 aux principes du Pacte Mondial (Global Compact). En 2008, VINCI souhaite renouveler via son Président Yves-Thibault de Silguy et son Comité Exécutif son engagement aux principes du Pacte Mondial.

Droits de l'homme :

1. Soutenir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans sa sphère d'influence

2. S'assurer que ses sociétés ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme

Les sociétés de VINCI sont, par tradition et par culture, particulièrement respectueuses des droits de l'homme et suivent en cela les grands principes de la charte des Nations unies. La signature volontaire du Global Compact en est une illustration manifeste, notamment pour les interventions dans des pays où le risque de non-respect est important. En 2007, VINCI a réactualisé sa cartographie du risque social, principalement sur les points suivants : l'indice de perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International ; le travail des enfants, à partir des indicateurs de l'Unesco ; le respect des droits de l'homme, à partir d'indicateurs comme le respect de la liberté d'expression, le droit d'association, d'éducation et de religion.

VINCI met par ailleurs l'accent sur le droit à la santé en poursuivant une politique active de prévention du sida dans les pays d'Afrique où le Groupe est présent.

Normes du travail

3. Faire respecter la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit aux négociations collectives.

La politique de dialogue social de VINCI traduit le respect de plusieurs principes fondateurs : l'attachement à la reconnaissance du fait syndical au sein du Groupe, la décentralisation, la recherche d'un équilibre permanent entre l'engagement syndical et le maintien d'un lien étroit avec l'activité professionnelle, la volonté de faciliter la communication et la tenue de réunions pour les représentants des organisations syndicales et des instances représentatives du personnel, la volonté de développer l'information et la formation des représentants du personnel et des représentants syndicaux en les associant à la mise en œuvre des grandes actions menées par le Groupe (santé, sécurité au travail, développement durable, mixité professionnelle, politique handicap, etc.).

Localement, les comités d'entreprise (CE), délégations uniques du personnel (DUP) et délégués du personnel (DP) contribuent, avec les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), à la qualité du dialogue social.

Par ailleurs, en complément des instances représentatives relevant des entreprises, certaines instances spécifiques ont été créées. Les échanges au sein de ces différentes instances sont relayés, au niveau national, par le comité de Groupe et, à l'échelle européenne, par le comité d'Entreprise européen. Le comité de Groupe est constitué de représentants issus de plus de 50 entités et se réunit au minimum deux fois par an. Il reçoit des informations sur l'activité, la situation financière, l'évolution et les prévisions de l'emploi ainsi que les actions de prévention concernant le Groupe et ses entreprises. Tenu informé des perspectives économiques de VINCI pour l'année à venir, il dispose des comptes et du bilan consolidé du Groupe ainsi que des rapports des commissaires aux comptes correspondants.

Il est informé, avant toute décision, des projets d'importance significative concernant le périmètre, les structures juridiques ou financières du Groupe – et de leurs éventuelles conséquences sur l'emploi.

Le comité d'Entreprise européen, renouvelé en 2006 pour quatre ans, est constitué de représentants issus de 13 pays dans lesquels le Groupe est implanté : France, Royaume-Uni, Autriche, Belgique, République tchèque, Allemagne, Espagne, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Suède, Slovaquie et Portugal. Il se réunit une fois par an.

Toutes les sociétés du Groupe respectent les législations en vigueur dans tous les pays où elles interviennent. Les dirigeants opérationnels, notamment dans les pays où le risque de non-respect peut exister, sont épaulés par les réseaux de responsables des ressources humaines, qui leur proposent les solutions locales les mieux en adéquation avec les contextes territoriaux et les exigences de VINCI en matière de respect des libertés

syndicales. L'activité du Groupe s'exerçant à 90 % en Europe, le comité d'Entreprise européen est le principal garant de l'expression de la liberté syndicale des salariés.

Les accords collectifs négociés et signés au sein des entreprises qui composent le Groupe sont la traduction concrète d'une politique de ressources humaines décentralisée, prenant en compte la réalité du terrain et visant à améliorer les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ainsi que l'organisation du temps de travail.

En 2007, 1 323 accords collectifs ont été conclus.

4. Eliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

5. Assurer l'abolition effective du travail des enfants

6. Eliminer la discrimination dans le travail et les professions

« Pour promouvoir la diversité et garantir l'égalité des chances, nous nous engageons à former nos managers aux bonnes pratiques, à combattre toute discrimination à l'embauche et dans l'entreprise, et à publier chaque année un audit réalisé par un organisme indépendant », annonçait VINCI dans son Manifeste, largement publié dans la presse fin 2006, et signé par Xavier Huillard. Cet audit – le premier de ce type réalisé par un grand groupe français – vient de s'achever, tout du moins dans sa première édition annuelle. Et en ce début 2008, VINCI le rend public en toute transparence, comme il s'y était engagé. Confié à Vigeo, agence indépendante de notation et d'évaluation de la responsabilité sociale des entreprises, l'audit a concerné pas moins de 40 filiales, dans tous les pôles de métier et dans six pays (France, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, République tchèque, Suède), ainsi que les services du siège. Un millier de personnes – dirigeants du Groupe, cadres opérationnels et fonctionnels, agents de maîtrise, ouvriers et employés, représentants du personnel – ont été rencontrées. La mission s'est déroulée en trois étapes : investigation et évaluation des filiales ; synthèse de ces évaluations au niveau de chaque pôle de métier ; évaluation du Groupe. Dans chacun des quatre grands thèmes qui structurent le rapport de synthèse – promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, en faveur des personnes handicapées, des personnes issues de l'immigration et des seniors –, sont analysées et notées sur une échelle de 1 à 4 les politiques mises en oeuvre, leur processus de déploiement et leurs résultats. L'audit recense également, dans chaque thème, les bonnes pratiques identifiées dans les filiales et susceptibles d'être diffusées plus largement dans le Groupe. Il aborde enfin les principaux leviers d'une démarche de progrès, au premier rang desquels l'appropriation du Manifeste, la sensibilisation des managers au risque de discrimination, l'information interne et externe, la mise en place d'outils d'alerte et de pilotage, et bien sûr la diversification des sources de recrutement.

Résultats :

Egalité hommes/femmes

Tendance positive sur des bases encore fragiles

Si le refus des discriminations est porté par l'ensemble de la chaîne managériale de VINCI, l'objectif de féminisation des métiers est encore peu décliné en actions concrètes. La volonté de féminiser l'encadrement est partagée par les entreprises et les directions de pôles, mais l'idée générale est que « les choses évoluent naturellement ». De fait, la part de femmes dans les recrutements de cadres augmente, y compris dans les métiers opérationnels, évolution corrélée à la proportion croissante d'étudiantes dans les écoles formant aux métiers du Groupe. La majorité des entreprises auditées reste en revanche réticente à la féminisation des métiers d'exécution sur les chantiers, avec des objections relatives à la pénibilité du travail et aux horaires, sans pour autant qu'une analyse de l'accessibilité des postes ait été réalisée. Certaines filiales ont entrepris toutefois une démarche active et recruté des femmes sur leurs chantiers – démarches relevant d'initiatives individuelles de patrons d'entreprise ou de responsables des ressources humaines. Au total, l'audit estime que si la tendance est positive, la féminisation et l'égalité professionnelle reposent sur des bases encore fragiles – d'où l'évaluation de ce critère au niveau 2 sur 4.

Personnes handicapées

Des orientations volontaristes à concrétiser

Conscients qu'une action volontariste était nécessaire pour progresser, tous les pôles de métiers de VINCI ont mis en place des structures (missions handicap, groupes de travail...), des démarches d'audits et des partenariats avec des organismes reconnus. Les efforts entrepris en matière de santé/ sécurité au travail, en contribuant à réduire la pénibilité, rendent possible un meilleur maintien dans l'emploi des salariés inaptes, et probablement un accès plus facile aux emplois pour les personnes handicapées, en particulier sur les chantiers. Concernant les achats de prestations, le Groupe a fourni aux filiales des orientations pour leurs relations avec les entreprises du secteur adapté. La prise en compte du handicap dans la gestion prévisionnelle des emplois est constatée, avec des degrés d'avancement divers, au niveau des pôles de

métier. Mais le processus consistant à intégrer le handicap dans l'analyse des emplois est encore au stade du projet. Sur le terrain, les entreprises, placées devant la contrainte de reclasser leurs salariés inaptes, sont plus réactives qu'anticipatrices. Le sujet du handicap n'est pas abordé en profondeur avec les représentants du personnel. Au total, en France, l'emploi des personnes handicapées se situe à un niveau faible par rapport aux taux obligatoires, ce qui conduit au versement d'une importante contribution à l'Agefiph. D'où la notation au niveau 2, avec une tendance à la hausse qui tient compte des initiatives prises dans tous les pôles. Dans les autres pays européens audités, les résultats en termes d'emploi sont globalement mitigés.

Personnes issues de l'immigration

Attachement à « l'ascenseur social » mais pas de processus structuré

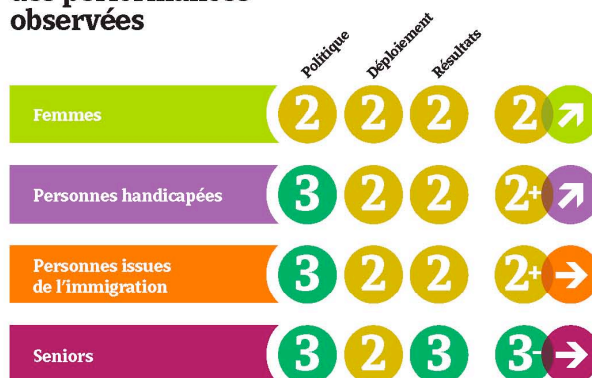
Dans le contexte d'une réelle diversité des origines au niveau du personnel d'exécution, les entretiens ont montré un attachement largement partagé à « l'ascenseur social ». Toutefois, le déploiement sur le terrain de l'objectif de progrès du Manifeste est incomplet. Les personnes issues de l'immigration devraient, à terme, tirer profit du vaste effort engagé en matière de gestion prévisionnelle des emplois, de suivi individuel et d'infrastructures de formation. Mais, sauf exceptions, les auditeurs n'ont pas constaté de processus robustes pour mieux prévenir le risque de discrimination, élargir les viviers de recrutement, investir dans la formation générale (en particulier l'apprentissage du français) et aider les entreprises à gérer les différences culturelles. Si le constat d'une sous-représentation des personnes issues de l'immigration dans l'encadrement avait été tiré lors d'une convention en 2005, la situation semble avoir peu évolué depuis lors. Pour autant, les salariés et les représentants du personnel interviewés confirment quasi unanimement la prise en compte des seules compétences dans la gestion des ressources humaines, et la réalité de « l'ascenseur social ». Au total, ce critère est noté au niveau 2, avec une tendance stable.

Seniors

Pas de discrimination mais absence de gestion spécifique

Confrontés à la nécessité de remplacer de nombreux collaborateurs partant à la retraite et donc de recruter (tant des jeunes que des salariés expérimentés), les pôles de métier de VINCI sont pour la plupart entrés dans des démarches de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, et ont commencé à mieux structurer la transmission des savoirs, en particulier avec la mise en oeuvre ou le renforcement de dispositifs de tutorat. Dans la plupart des entreprises auditées, la mobilisation sur les questions de pénibilité est également favorable à terme aux seniors. Cependant, aucun processus ne vise à repérer des postes accessibles en fin de carrière aux seniors, à adapter les entretiens à leurs attentes spécifiques, ni à leur proposer des aménagements du temps de travail. D'une manière générale, la gestion des seniors ne fait pas l'objet d'une analyse spécifique, ni de débats avec les représentants du personnel. Ce constat plutôt négatif doit être nuancé selon les pays : les politiques et processus en faveur des seniors sont plus performants dans les pays où la vie active est plus longue (Royaume-Uni et Belgique) ; l'Allemagne et la Suède se distinguent par des initiatives visant à mieux protéger la santé au travail. Au total, les auditeurs n'ont pas constaté de discriminations à l'égard des seniors, tant pour les recrutements que pour les promotions. L'opinion de la plupart des salariés et représentants du personnel interviewés est positive quant à la place reconnue à cette population, d'où la notation au niveau 3. »

Cartographie des performances observées

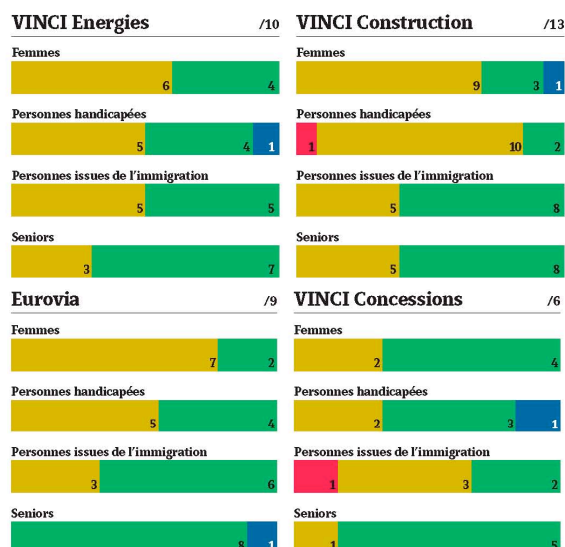


L'échelle de notation

1	2	3	4
Non tangible Pas de preuve d'engagement, risques forts de discrimination.	Amorcé Engagement amorcé et appropriation managériale partielle, assurance de maîtrise des risques de discrimination faible.	Probant Engagement probant sur la prévention des discriminations et l'égalité des chances, maîtrise des facteurs managériaux, assurance raisonnable de maîtrise des risques de discrimination.	Avancé Engagement avancé, action complète et innovante, entreprise leader en matière de prévention des discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Cartographie des notations d'entreprises dans chaque pôle

Les directions des pôles ont relayé l'engagement du Groupe en faveur de l'égalité professionnelle avec des résultats divers. Chacune d'elles peut désormais s'inspirer des réussites enregistrées dans les autres pôles.



Protection de l'environnement

7. Soutenir une approche préventive des défis environnementaux

Les entreprises de VINCI agissent pour préserver les ressources naturelles en intégrant cet objectif dès la conception des ouvrages puis en rationalisant les process de production et en encourageant l'utilisation de matériaux de substitution et le recyclage. Les travaux routiers sont l'activité la plus concernée ; la raréfaction des gisements de matériaux dans certaines régions et la volonté de réduire les transports orientent les travaux routiers vers des techniques économes en granulats.

La protection de la ressource en eau

Les entreprises de VINCI, bien que faiblement consommatrices d'eau, veillent à la préservation de cette ressource rare. Ainsi, les sociétés autoroutières du Groupe mettent en œuvre des dispositifs de traitement des eaux ruisselant sur les chaussées. Disposant de plus de 3 141 bassins de récupération, elles ont élaboré des plans d'intervention en cas d'accident impliquant des matières polluantes et dangereuses. Sur les aires de service et de repos, les eaux usées sont traitées par des stations d'épuration (100 % des aires équipées en 2007), dont certaines équipées de filtres à roseaux. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sensible aux phénomènes de sécheresse, Escota renforce sa politique d'optimisation de la ressource en eau afin d'adapter les consommations aux usages (lavage des voies de péage) et de permettre une gestion économe de l'eau (outils d'alerte des fuites, nouvelle politique d'arrosage des espaces verts). Grâce à ces mesures, la consommation d'eau a été réduite de l'ordre de 30 % en un an. Eurovia a développé pour sa part des techniques d'assainissement et d'étanchéité assurant la protection des nappes phréatiques (réseaux, ouvrages spécifiques, bassins, traitement des eaux, raccordement aux exutoires, etc.). Sur les chantiers de terrassement, l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes est gérée par l'optimisation des déplacements et fait l'objet d'un contrôle permanent.

Protection de la ressource en eau

	2007	2006
Protection de la ressource en eau/rejet dans l'eau		
VINCI Concessions		
Sociétés concessionnaires d'autoroutes (ASF, Cofiroute, Escota)		
Linéaire d'autoroutes sur lequel la ressource en eau est protégée (km)	2 807	2 744
Nombre de bassins de collecte des eaux de ruissellement	3 141	2 724
VINCI Park		
Pourcentage de sites disposant d'un réseau séparatif	45 %	36 %
Volume annuel de boue évacuée des bassins de décantation (tonnes)	111	154
VINCI Construction		
VINCI Construction Grands Projets		
Chantiers prenant des mesures de réduction de la consommation d'eau	52 %	69 %
% des projets qui traitent les eaux rejetées	64 %	60 %
VINCI Construction Filiales Internationales		
Chantiers prenant des mesures de réduction de la consommation d'eau	23 %	Non connu
Eurovia		
Stations de carburant disposant d'aires de distribution et de dépotage étanches, les eaux étant reliées à un séparateur d'hydrocarbures	78 %	87 %
Séparateurs régulièrement vidangés et entretenus par des sociétés spécialisées	91 %	91 %
Aires de stationnement « poids lourds et engins de chantier » étanches	70 %	74 %
Aires de stationnement « véhicules légers et véhicules utilitaires » étanches	89 %	91 %
Aires étanches disposant d'un système de collecte des eaux raccordé à un séparateur à hydrocarbures entretenu	55 %	58 %
Production des carrières concernées par les eaux d'exhaure réalisant des mesures périodiques sur leurs rejets	50 %	88 %

La protection de la biodiversité

La politique de protection de la biodiversité est placée sous la responsabilité des entités opérationnelles, en fonction des activités et des territoires d'intervention. VINCI engage les sociétés du Groupe à favoriser une plus grande connaissance de la diversité, à agir en amont (études d'impact, démarches de prévention) et à limiter les risques de fragilisation des milieux – faune et flore, terrestres comme maritimes. Ces enjeux concernent en particulier les activités de carrières. Les sociétés autoroutières gèrent de façon écologique un patrimoine vert d'une grande richesse, qu'elles suivent depuis de nombreuses années. Elles entretiennent ainsi 15 198 ha situés le long des tracés autoroutiers et sur les aires de stationnement, et elles veillent à la sauvegarde de la biodiversité des espèces et des milieux selon l'affectation des sites, en partenariat avec les institutions spécialisées. Sur l'ensemble du réseau autoroutier de VINCI, 381 passages aménagés permettent à la faune de franchir les voies.

ASF, qui a renouvelé sa convention de mécénat avec la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, poursuit son soutien en faveur de la préservation et de l'éducation à la biodiversité. Dans le cadre de ce partenariat engagé en 2004, l'opération « tortue d'Hermann », programme de préservation de l'espèce dans la plaine et le massif des Maures initié à cette période, a donné lieu en décembre 2007 au dépôt d'un plan national de restauration de l'espèce. Le ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables s'est engagé à soutenir sa mise en œuvre. Le partenariat Fondation Nicolas Hulot-ASF s'orientera en

2008 vers des actions visant à favoriser une meilleure prise en compte de la biodiversité au quotidien à l'échelle nationale.

Eurovia a poursuivi ses actions de réhabilitation de carrières après exploitation (nettoyage, terrassement, végétalisation, reboisement, etc.).

En Grèce, dans la région des golfes de Corinthe et de Patras, Gefyra (VINCI Concessions) a soutenu des actions de sensibilisation dans le cadre de l'année du Dauphin, sous l'égide des Nations unies.

En Afrique, VINCI Construction Filiales Internationales mène de nombreuses actions de préservation de la biodiversité : plantation de 108 000 m² de vétiver pour stabiliser des dunes et de 20 000 m² de bambou au Mali et en République démocratique du Congo ; préservation des lémuriens sur le chantier Ambatovy à Madagascar, etc.

Protection de la biodiversité		
	2007	2006
VINCI Concessions		
Sociétés concessionnaires d'autoroutes (ASF, Cofiroute, Escota)		
Nombre d'ouvrages de passage pour la petite et la grande faune	381	346
Nombre de km de « clôture faune »	8 194	7 946
Nombre d'hectares de patrimoine vert entretenu (bord d'autoroutes + aires de repos et services)	15 198	11 539
VINCI Park : Pourcentage de sites utilisant des produits de nettoyage biologique	34 %	28 %
VINCI Construction Grands Projets		
Projets réalisant des travaux spécifiques liés à la protection de la biodiversité	37%	Non connu
Dont zone Europe-Amérique	89 %	Non connu

La gestion et la traçabilité des déchets

L'ambition de VINCI est de réduire la production de déchets à la source, d'optimiser leur gestion et de les valoriser pour les transformer en ressources. Toutes les entreprises du Groupe s'engagent dans le tri sélectif et mettent en place des moyens pour assurer la traçabilité des déchets. En Île-de-France, les entreprises de VINCI ont développé une filière commune de collecte et de valorisation de leurs déchets de chantier – qui représentent plus de 80 000 t par an. À côté des déchets générés directement par ses activités, le Groupe gère aussi ceux produits par les clients qui utilisent ses infrastructures. Les aires de service du réseau autoroutier de VINCI sont progressivement équipées de dispositifs de tri sélectif ; en 2007, 79,73 t de déchets ont été collectés sur le réseau puis valorisés, en collaboration avec les filières locales de traitement.

Les activités de recyclage et de valorisation

Eurovia, parmi les majors européens de la production de matériaux recyclés avec près de 9 millions de tonnes en 2007, développe des solutions performantes pour le traitement mécanique et physicochimique de sous-produits industriels et domestiques (cendres volantes, mâchefers d'incinération d'ordures ménagères, boues de station d'épuration). Eurovia fait aussi référence avec ses produits et procédés réduisant la consommation de matériaux dans les travaux routiers.

Tri et gestion des déchets

	2007	2006
VINCI Concessions		
Sociétés concessionnaires d'autoroutes (ASF, Cofiroute, Escota)		
Centres d'exploitation équipés pour le tri	96 %	84 %
Nombre d'aires de repos équipées pour le tri (ASF, Cofiroute)	8 %	4 %
Nombre d'aires de services équipées pour le tri (ASF, Escota)	18 %	13 %
Quantité de déchets ménagers (tonnes)	8 686	8 468
VINCI Park		
Pourcentage de sites effectuant le tri des déchets lorsque la collecte sélective est organisée dans la ville	16 %	16 %
VINCI Construction		
VINCI Construction Grands Projets		
Chantiers avec tri des déchets	76 %	77 %
Chantiers avec traçabilité des déchets dangereux	50 %	51 %
Chantiers prenant des mesures pour réduire les quantités de déchets	71 %	57 %
VINCI Construction France		
Chantiers avec tri des déchets dangereux	86 %	Non connu
Chantiers avec traçabilité des déchets dangereux	58 %	Non connu
VINCI Construction Filiales Internationales		
Chantiers avec tri des déchets	52 %	Non connu
Chantiers avec traçabilité des déchets dangereux	28 %	Non connu
Freyssinet		
Pourcentage de l'activité avec tri des déchets	32 %	Non connu
VINCI Energies		
Sociétés triant leurs déchets papiers	60 %	51 %
Sociétés triant leurs déchets cartons	64 %	59 %
Sociétés triant leurs déchets métaux	60 %	62 %
Sociétés triant leurs déchets de cartouches d'imprimantes	90 %	88 %

Valorisation des déchets

	2007	2006
Eurovia*		
Production de matériaux recyclés (mâchefers, laitiers, schistes, déblais de chantier, en tonnes)	7 763 000	6 891 000
- dont production de mâchefers	802 000	694 000
- dont production de laitiers	1 957 000	2 314 000
- dont production de schistes	956 000	574 000
- dont production de déblais de chantier (croûtes d'enrobés, fraisats, bétons de démolitions, etc.)	4 048 000	3 309 000
Production de matériaux recyclés par rapport à la production totale de granulats	15 %	14 %
Nombre de plates-formes de recyclage des déblais de chantier	89	94
VINCI Construction		
VINCI Construction Grands Projets		
Projets utilisant des matériaux recyclés extérieurs	21 %	20 %
Projets réemploi de matériaux issus de chantier	53 %	40 %
VINCI Construction Filiales Internationales		
Chantiers avec recyclage	27 %	Non connu
VINCI Concessions		
Sociétés concessionnaires d'autoroutes (ASF, Cofiroute, Escota)		
Produits recyclés dans les matériaux pour l'entretien et la rénovation des chaussées (sans la revente des fraisats)	7,8 %	8,7 %
Quantité de fraisats valorisés (recyclage + valorisation + revente) (en tonnes)	344 334	Non connu
VINCI Park: sites recyclant les tubes d'éclairage	91 %	88 %

8. Entreprendre des initiatives pour promouvoir une responsabilité environnementale plus grande

Quantification des émissions de gaz à effet de serre

Méthodologie.

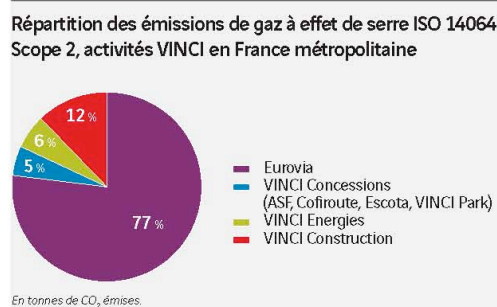
VINCI suit ses émissions de gaz à effet de serre et les quantifie pour son activité en France et à l'international. La méthode utilisée s'appuie sur la norme internationale ISO 14064. Elle s'inspire du Bilan carbone® de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), adapté aux activités de VINCI bien que celles-ci soient plus « nomades » que les activités industrielles auxquelles est initialement destinée cette méthode. Les différentes entités du Groupe se rencontrent régulièrement pour harmoniser leurs méthodes de calcul, et elles rendent compte de ces réunions au club pivot CO2. VINCI dispose pour l'année 2007 d'un premier bilan ISO 14064 couvrant ses activités en France métropolitaine (sociétés ASF, Cofiroute, Escota, VINCI Park, VINCI Construction France, VINCI Construction Grands Projets, Freyssinet, Eurovia et VINCI Energies), soit plus de 60 % de l'activité du Groupe. Les données remontant des filiales sont suivies de manière fiable depuis plusieurs années. Le périmètre est celui du Scope 2 de la norme ISO 14064, c'est-à-dire celui des émissions directes correspondant à la facture énergétique. Sont précisément quantifiées, en accord avec la norme internationale :

- > les émissions résultant de l'utilisation de combustibles fossiles et d'électricité sur les sites fixes et les chantiers ;
- > les émissions directes engendrées par la flotte des véhicules VINCI, aussi bien pour le transport de personnel que pour le fret ;
- > les émissions non liées à une combustion – il s'agit principalement de la décarbonatation du calcaire de l'usine de chaux d'Eurovia et des émissions de protoxyde d'azote dues à l'utilisation d'engrais azotés pour l'entretien des espaces verts autoroutiers.

Premiers résultats et perspectives.

Selon le protocole de mesure ISO 14064 Scope 2, les émissions de gaz à effet de serre des sociétés de VINCI en France métropolitaine se montent à environ 1 million de tonnes équivalent CO2. Plus des trois quarts (77 %) proviennent des activités routières (Eurovia), le reste se répartit entre VINCI Construction (12 %), VINCI Concessions (5 %) et VINCI Energies (6 %). Une extrapolation sur la totalité du périmètre mondial de VINCI conduit à une estimation de 2 millions de tonnes équivalent CO2. Pour aller plus loin dans cet exercice prospectif, plusieurs entreprises de VINCI ont réalisé un bilan ISO 14064 sur un périmètre plus vaste que celui du Scope 2 et ont effectué une quantification globale de leurs émissions de GES, incluant l'activité des sous-traitants et fournisseurs, le fret et les déplacements hors flotte VINCI et, surtout, les matériaux entrants, l'amortissement des équipements et les immobilisations. Cette approche élargie permet de mettre en évidence les postes les plus émetteurs et de se concerter avec les fournisseurs pour réduire les émissions de GES associées. Ainsi, dans la construction, les émissions liées au béton représentent plus de la moitié du bilan global. Les sociétés de VINCI Construction, en collaboration avec leurs fournisseurs, cherchent à réduire les quantités de ciment mises en oeuvre dans les formules de béton et travaillent sur les éco-bétons ; elles s'efforcent également de réduire les transports de béton sur leurs chantiers. Chez ASF, Cofiroute et Escota (VINCI Concessions), le bilan carbone élargi a montré que les postes les plus émetteurs sont liés aux matériaux entrants et à la durée des amortissements. Les informations recueillies ont permis d'identifier ou de confirmer les priorités d'action, notamment pour réduire les émissions directes (fret, trajets domicile-travail et missions, entretien des chaussées) et celles dues aux déplacements des clients (dispositifs de régulation de vitesse, péage sans barrière, etc.).

Les émissions de gaz à effet de serre générées par l'activité humaine sont pour moitié dues aux bâtiments et aux transports. VINCI, dont les activités s'exercent dans la construction (VINCI Construction, Eurovia, VINCI Energies) et les transports (autoroutes, parkings), est un acteur qui à la fois influe sur le changement climatique et en subit les conséquences. Convaincu qu'il est de sa responsabilité d'anticiper les attentes des parties prenantes aussi bien que les conséquences économiques et sociales de ce changement, le Groupe adopte une position proactive dans ce domaine.



La responsabilisation des acteurs de la chaîne de valeur

Toutes les activités de VINCI sont concernées. Toutefois, certaines se situent trop loin en aval de la chaîne de décision pour orienter la réalisation des ouvrages selon une logique prenant en compte le cycle de vie et la minimisation des impacts. Par ailleurs, malgré une pression croissante de l'opinion publique et une attention forte des pouvoirs publics – notamment en France, avec le Grenelle de l'environnement –, la demande exprimée de solutions intégrant le « risque climat » est très largement supérieure à la demande réelle des maîtres d'ouvrage. Cet état de fait s'explique par des raisons moins technologiques – les industriels mettent sur le marché des produits écoconçus performants – qu'économiques : le retour sur investissement, rapporté au surcoût initial des ouvrages, est souvent considéré comme insuffisant dans une approche encore centrée sur la construction et qui ne met pas assez l'accent sur l'exploitation. Les sociétés de VINCI travaillent sur ce thème avec l'ensemble des partenaires de la filière, notamment les fédérations professionnelles. L'objectif est d'intégrer le changement climatique dans leurs business plans en bâtissant des offres éco-performantes et économiquement viables.

La formation des managers à la stratégie climat

L'élaboration de solutions nouvelles impose aux entreprises et aux équipes de VINCI un véritable re-engineering des modes constructifs et des pratiques professionnelles. Il s'agit d'introduire de nouveaux paramétrages dans les cycles de production et de distribution ainsi que dans l'utilisation des ressources. Des outils incitant les managers à s'engager dans cette démarche sont en cours de développement (intranets des filiales, cursus de formation, programmes de recherche, etc.). Les Prix de l'Innovation VINCI contribuent également à la mutualisation des bonnes pratiques dans ce domaine.

La sensibilisation des collaborateurs aux méthodes et aux matériaux économes en CO2

L'ensemble des collaborateurs est amené à revisiter ses méthodes. Chaque pôle de VINCI multiplie les actions de sensibilisation et d'échange de pratiques nouvelles. Dans la construction, les nombreuses pistes identifiées ont été regroupées en quatre catégories :

- > respect des bonnes pratiques de travail sur les chantiers et dans les bureaux (modération du chauffage ou de la climatisation, économies d'eau et de papier, conduite douce, etc.) ;
- > utilisation de matériaux dont la fabrication génère moins d'émissions que des solutions traditionnelles ;
- > développement d'outils d'écoconception intégrant les impacts environnementaux en général et les émissions de CO2 en particulier, tout au long du cycle de vie des ouvrages ;
- > élaboration de nouvelles offres, notamment dans le domaine des énergies renouvelables faiblement émettrices de CO2 (éolien off-shore, photovoltaïque, etc.), constituant des relais de croissance pour les entreprises de VINCI.

9. Encourager l'essor et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

L'outil Equer.

En partenariat avec l'École des Mines de Paris, VINCI Construction France a développé un outil d'évaluation de la performance environnementale des bâtiments : le logiciel Equer. Cet outil repose sur « l'analyse cycle de vie », une méthode élaborée initialement pour analyser les impacts environnementaux des produits industriels. Appliquée au bâtiment, elle structure ces impacts en quatre phases, formant un cycle de vie s'étalant sur 80 ans : construction (extraction des matières premières, production et transport des matériaux...) ; utilisation (chauffage, climatisation, consommation d'eau, gestion des déchets domestiques, transport des occupants) ; rénovation (remplacement des composants) ; démolition (transport et traitement des déchets de chantier). À la fois complet et simple à utiliser, cet outil permet de comparer l'impact environnemental de différentes options techniques : simple, double ou triple vitrage, isolation intérieure/extérieure, épaisseur de l'isolant, ventilation à simple ou double flux... Il aide à établir ainsi un bilan sur 12 critères : énergie consommée, eau utilisée, déchets inertes produits... et bien sûr, émissions de CO2. Conçu pour aider les acteurs du processus de conception/construction à mieux cerner les conséquences de leurs choix, Equer ouvre la voie au développement de bâtiments éco-efficaces : VINCI travaille actuellement sur un projet de label « Effibat », attribué sur la base d'un étiquetage précis des émissions de CO2 grâce à l'outil Equer. En France, cet outil intéresse en particulier le CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment), et pourrait devenir un standard du marché. On peut imaginer, dans un second temps, une extension de la méthode Equer aux projets d'aménagement urbain (infrastructures, réseaux, entretien des espaces verts...), avec l'attribution d'un label « Effiville ».

Gaïa.BE

Eurovia entend mettre en avant la valeur ajoutée environnementale de ses offres : c'est le rôle de Gaïa, un comparateur permettant aux maîtres d'ouvrage d'évaluer l'impact environnemental de leur chantier selon qu'ils choisissent des techniques classiques ou celles développées par Eurovia. Élaboré conjointement par des

chercheurs et des responsables opérationnels, cet outil déployé sur l'ensemble du territoire français (le développement à l'international est à l'étude) est basé sur les principes de l'analyse du cycle de vie. À chaque étape d'un chantier, depuis l'extraction de matériaux dans la carrière jusqu'au compactage de la couche de roulement sur la chaussée, Gaïa modélise l'impact environnemental : consommations de ressources naturelles et d'énergie, émissions polluantes, déchets produits, préservation de la qualité de vie des riverains... Le référentiel utilisé a été établi à partir de données publiques reconnues par la profession routière. Gaïa a déjà été utilisé pour répondre à plusieurs appels d'offres, et suscité un réel intérêt de la part des maîtres d'oeuvre et maîtres d'ouvrage. Par ailleurs, la formation des utilisateurs de Gaïa est une nouvelle occasion pour Eurovia de sensibiliser ses collaborateurs au rôle qu'ils sont amenés à jouer dans la lutte contre le changement climatique.

Sustainable technology

Cette démarche développée par Freyssinet mesure la valeur ajoutée environnementale des produits et procédés développés par l'entreprise : haubans d'une durée de vie de 100 ans, murs en terre armée ou techniques de consolidation des sols réduisant les apports en matériaux... Affichées dans les offres, les économies de CO2 ainsi réalisées deviennent un atout concurrentiel vis-à-vis des clients, mais aussi un levier de mobilisation des équipes – en particulier auprès de la nouvelle génération de collaborateurs, plus sensibles que leurs aînés aux questions environnementales.

Lutte anti-corruption

10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Poursuite du renforcement du contrôle interne :

En 2007, préalablement au lancement de l'enquête sur l'appréciation de la qualité du contrôle interne dans le Groupe, les questionnaires ont été revus par un comité d'experts des pôles et du holding à la lumière des résultats de l'enquête 2006 et des recommandations émises en janvier 2007 par l'AMF en vue de leur prise en compte complète. L'enquête annuelle a porté sur 218 entités (dont 37 à l'international) représentant près de 60 % de l'activité consolidée du Groupe. Le questionnaire comportait 130 questions pour les entités opérationnelles (211 entités interrogées) et 73 questions pour les holdings (7 entités consultées). De plus, et pour assurer une conformité complète avec les recommandations de l'AMF, un questionnaire spécifique a été adressé au président du Conseil d'administration pour les sujets relevant uniquement de sa fonction ; ce questionnaire a été dûment complété. L'analyse des réponses a été effectuée par la direction de l'Audit interne du holding suivant les axes géographique, métiers, taille des entités et processus. Une synthèse a fait l'objet d'une présentation au comité des Comptes. Par ailleurs, une mission de mise à jour de la cartographie des risques informatiques du Groupe a été lancée fin 2007, dans la continuité des travaux menés en 2006, avec l'appui de spécialistes extérieurs. Cette mission, pilotée par la direction de l'Audit interne du holding et la direction Informatique du holding, débouchera sur un diagnostic dans le courant de l'exercice 2008.

Chez VINCI Construction, les fonctions de contrôle de gestion et d'audit interne sont exercées principalement par les différents sous-pôles, compte tenu de sa taille et de la diversité de ses métiers. Le holding du pôle construction dispose d'équipes réduites et a pour missions : de définir les règles communes, dérivées de celles du Groupe mais adaptées aux spécificités des métiers ; de suivre les programmes relatifs au contrôle interne (y compris la mise en place de nouveaux outils informatiques ou de nouvelles procédures) établis par les sous-pôles, de s'assurer de leur cohérence et de leur avancement, et, enfin, de déclencher des audits de sa propre initiative ou sur suggestion du holding Groupe. Les sous-pôles du pôle construction sont : VINCI Construction France, VINCI Construction Grands Projets, VINCI Construction Filiales Internationales, Freyssinet International, Solétanche Bachy (intégrée en 2007), Entrepose Contracting (intégrée en 2007), VINCI PLC (Royaume-Uni), CFE (Belgique).

En 2007, à la suite de la création de VINCI Construction France, issu du rapprochement de Sogea Construction et GTM Construction, un important travail d'harmonisation des méthodes et moyens a été engagé. Outre l'élargissement à l'ensemble de ce nouveau périmètre des chartes et manuels des règles de contrôle interne antérieurement développées par – et en usage chez – Sogea Construction, un projet de remplacement des systèmes de gestion financière et comptable lancé en 2006 s'est poursuivi, qui devrait permettre le choix et la mise en oeuvre d'un outil unique. Cette unification permettra une simplification et un renforcement du contrôle interne.

En parallèle, diverses missions d'audit interne ont été réalisées en 2007. Les deux principales ont porté sur des directions régionales complètes, dans les régions Rhône-Alpes et Sud-Ouest, représentant ensemble

plusieurs dizaines de centres de profits revus. Les points prioritairement revus lors de ces audits sont les suivants :

- la prise d'affaires ;
- les achats ;
- la production d'information financière.

En 2007, Freyssinet International a poursuivi la campagne d'audit démarrée en 2006 sur la base d'un questionnaire très détaillé, dérivé et adapté du questionnaire Groupe, portant essentiellement sur les questions financières, juridiques et informatiques. Par ailleurs, cinq missions d'audit interne portant sur les procédures et les comptes ont été menées, dont quatre à l'étranger.

VINCI PLC (Royaume-Uni) a lancé un projet de refonte de ses outils de gestion et de redéfinition des missions et moyens de ses équipes de contrôle interne. Conduit par une équipe pluridisciplinaire (Finance Leadership Team), ce projet vise à harmoniser, unifier et renforcer les procédures et les outils informatiques, contribuant ainsi à améliorer la culture du contrôle interne dans l'ensemble des fonctions de l'entreprise et l'efficacité de celui-ci.

Solétanche Bachy a intégré le Groupe en 2007 ; parmi les principales actions engagées dans le domaine du contrôle interne depuis cette date figure notamment le déploiement des règles et procédures du Groupe sur l'ensemble du périmètre du sous-pôle. Comme VINCI Construction Grands Projets et une large fraction de VINCI Construction France, les principales filiales de Solétanche Bachy sont certifiées ISO 9001:2000, ce qui résulte de la mise en place et de l'application stricte de nombreuses procédures tant opérationnelles qu'administratives. Cela a également permis le développement d'une culture du contrôle interne.

VINCI Construction Filiales Internationales a poursuivi l'élaboration d'un corpus de règles transversales de contrôle interne développant celles édictées par le Groupe. Plusieurs missions d'audit interne ont par ailleurs été conduites, notamment en Europe de l'Est.

De son côté, VINCI Energies a poursuivi les actions entamées lors des exercices précédents ; ainsi, le manuel de contrôle interne du pôle a été enrichi de 37 nouvelles fiches processus. Le questionnaire d'autoévaluation spécifique au pôle a été complété, passant de 281 à 344 questions, et il a été rempli par 630 centres de profit lors de l'exercice 2007 (contre 580 en 2006), soit 95 % de ceux constituant le pôle. Les équipes du contrôle interne du pôle ont conduit 24 missions en 2007, dont 5 dans des centres de profit à l'étranger. À ce titre, 3 missions ont été réalisées en Allemagne, 1 en République tchèque et 1 en Pologne. Parmi les différents processus revus, un accent particulier a été mis sur le processus de prise d'affaires. En complément, les équipes des différentes directions financières du pôle ont conduit 71 revues de contrôle interne dans des centres de profit en dépendant, afin, notamment, de vérifier la bonne application du manuel de contrôle interne.

En 2007, Eurovia a poursuivi les actions engagées précédemment en vue de renforcer son contrôle interne. L'harmonisation des méthodes et outils de gestion dans l'ensemble du pôle a ainsi progressé. À ce titre, le déploiement des méthodes et outils de gestion (Kheops, Ermes) a été poursuivi ; le Royaume-Uni et les États-Unis sont depuis début 2007 utilisateurs de ces outils. Ceux-ci couvrent désormais l'ensemble de l'activité en France et l'essentiel de l'activité internationale, permettant ainsi une plus forte homogénéité du traitement des données comptables, financières et de gestion, et une transparence plus grande, ce qui rend encore plus aisée leur analyse et permet un contrôle plus simple et systématique.

En parallèle, les effectifs et les moyens des services de contrôle de gestion, positionnés dans les centres de services partagés, ont été renforcés, ce qui leur permet une activité plus grande au service des entités opérationnelles et d'agir de façon plus proactive.

De même, la mise en place de règles de contrôle interne Groupe valables pour tout le périmètre Eurovia a contribué à cette harmonisation.

La mise en place d'une démarche d'approche par les risques dans les services holding du pôle et l'établissement de cartographies des risques ont également contribué, en 2007, au renforcement de la sensibilité des acteurs au contrôle. Cette démarche sera dans le futur déclinée et étendue à l'ensemble du périmètre.

Le service d'audit interne du pôle a réalisé 29 missions en 2007, dont une dizaine à l'international. Parmi les axes principaux de ces audits figuraient :

- la prise de commandes et le suivi du carnet de commandes ;
- la gestion et la formalisation contractuelle de la sous-traitance ;
- les procédures de gestion des ressources humaines ;
- l'utilisation des outils de gestion du pôle, et en particulier l'intégration dans Kheops.

VINCI Concessions dispose de moyens permettant de coordonner la mise en oeuvre du contrôle interne, qui reste du ressort des sociétés du pôle. Outre les moyens de VINCI Concessions, ASF, Escota et VINCI Park

disposent aussi de leurs propres structures d'audit. Par ailleurs, certaines entités de concessions d'infrastructures font l'objet d'une revue spécifique actualisée régulièrement directement par VINCI Concessions. En 2007, plusieurs dizaines de missions ont été réalisées chez VINCI Park afin de s'assurer du respect des procédures d'exploitation de ses parkings ; une attention spéciale a été portée par Escota sur les procédures de délégation de pouvoirs et de signature. Enfin, Cofiroute s'est attachée à vérifier la qualité de ses procédures de recouvrement de la recette péage et de lutte contre les fraudes. Les missions réalisées en 2007 dans les différentes sociétés n'ont pas révélé d'anomalies mettant en cause le niveau de contrôle interne des entités auditées.

VINCI Immobilier a poursuivi le chantier, lancé en 2006, de refonte de l'ensemble des procédures, rendue nécessaire par la fusion des entités Sorif et Elige dont il émane.

Après une phase de recensement de l'existant et d'analyse de l'environnement de contrôle interne, les procédures de contrôle interne ont été établies et mises en vigueur.

Par ailleurs, une revue des outils informatiques a été diligentée ; elle a permis d'établir une cartographie des risques informatiques, qui a été largement exploitée dans le déploiement des nouveaux moyens informatiques.

L'ensemble de ces outils (procédures et nouveau système informatique) doit dès 2008 permettre une nouvelle amélioration du contrôle interne.

Travaux à effectuer en 2008 et au-delà :

Les différents pôles de VINCI sont conscients des enjeux du contrôle interne et se dotent des moyens nécessaires pour y faire face.

En 2008, parmi les axes prioritaires d'améliorations identifiés par l'ensemble des pôles figurent :

- la poursuite de la formalisation des règles de contrôle interne dans les pôles ou leurs principales entités afin de disposer de référentiels complets, adaptés aux divers métiers, mais couvrant toutes les problématiques du contrôle interne ;
- la poursuite du déploiement des outils de gestion communs aux pôles, et notamment dans les filiales étrangères ;
- l'intégration des entités acquises en 2007, c'est-à-dire le déploiement des procédures et moyens communs au Groupe et de ceux du pôle, afin que la culture du contrôle interne du Groupe et ses outils et pratiques y soient diffusés et mis en oeuvre rapidement ;
- l'évaluation du contrôle interne, notamment par sondage, au cours de missions d'audit interne spécifiques effectuées par des contrôleurs de gestion ou des auditeurs internes dédiés.

Par ailleurs, il a été décidé d'effectuer une mission de revue des systèmes d'information des pôles et sous-pôles afin d'en évaluer la qualité, la pérennité et la sécurité. Cette mission, pilotée par la direction de l'Audit interne du Groupe, devra permettre d'établir des cartographies des risques relatifs au contrôle interne et aux systèmes d'information.

Cette revue s'étendra sur l'essentiel de l'année 2008.

Elle permettra d'établir des diagnostics précis des situations et, si nécessaire, des programmes détaillés des travaux à mettre en oeuvre pour remédier aux anomalies identifiées. L'enquête annuelle sur le contrôle interne fondée sur les questionnaires d'autoévaluation sera encore étendue. Elle portera notamment sur des entités acquises en 2007, mais aussi sur un nombre plus élevé d'entités étrangères. Enfin, et pour améliorer leur exploitation, les questionnaires seront adaptés à certains métiers – celui de concessionnaire principalement –, et l'ergonomie du support informatique sera améliorée afin de permettre à chacun des pôles une meilleure exploitation des données à son niveau. VINCI s'efforcera de continuer à améliorer l'organisation du contrôle interne au sein du Groupe, tout en maintenant des structures de commandement légères, tant au niveau du holding qu'à celui des pôles. Les objectifs suivants seront poursuivis :

- s'assurer de la bonne application des règles et procédures du Groupe ;
- suivre l'évolution de l'environnement réglementaire ;
- maintenir une gestion efficace des principaux risques ;
- garantir une information financière de qualité.